

Print

La crise grecque déterminera à jamais l'avenir de l'UE

De [Daniel Vanhove](#)

Global Research, juillet 14, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-crise-grecque-determinera-a-jamais-lavenir-de-lue/5462411>

Quand on suit les péripéties de la Grèce prise dans les rets de ses prédateurs, et malgré les dernières propositions du gouvernement Syriza ayant voté à une écrasante majorité les difficiles mesures annoncées par A. Tsipras après le referendum du 05 juillet, on pourrait penser qu'au vu de ce qui se joue à Bruxelles ce week-end, la partie est perdue pour le peuple grec, et dans la foulée, pour tous ceux qui espéraient un changement des politiques d'austérité imposées par la Troïka (FMI-BCE-UE) au détriment de la majorité des

citoyens...

A vrai dire, et avec un peu de recul, il s'agit au contraire d'un pas important que la population et le gouvernement grec viennent d'initier en Europe. Dans la souffrance, il ouvre la voie à un changement qui n'interviendra peut-être pas de suite, mais s'inscrira indubitablement dans le temps et la durée. Et quoi qu'il advienne pour la Grèce comme pour les autres Etats de l'UE, les choses ne seront plus pareilles par la suite.

D'abord, il faut comprendre que le NON grec au referendum du 5 juillet dernier s'inscrit probablement dans la continuité des refus de plusieurs peuples européens au Traité de Constitution de 2005 dont les Eurocrates de Bruxelles alliés aux pontes des gouvernements nationaux se sont moqués en l'imposant d'une manière ou d'une autre à l'ensemble des pays de l'UE, démontrant de la sorte la piètre idée et le manque de respect total qu'ils avaient des principes élémentaires de la démocratie. Dans l'UE et malgré les déclarations des plus hautes instances – qui perdent au fil des ans toute crédibilité aux yeux des citoyens – les fonctionnaires aux manœuvres n'écoutent pas les peuples, mais poursuivent le projet d'un vaste marché économique et financier qui ne doit profiter qu'aux plus riches. Certains de ceux-là exigent d'ailleurs de la Grèce des réformes qu'ils n'ont pas faites dans leur propre pays !

Ensuite, et même si ce n'est pas nouveau, l'on se rend compte que l'UE est de plus en plus divisée. Il y a celles et ceux qui persistent à vouloir imposer leurs diktats aux peuples, contre la volonté de ces derniers, usant de tous les moyens pour les contraindre quitte à leur mentir à travers l'usage de médias mis sous tutelle. Puis, il y a les autres qui, malgré ce déferlement médiatique des plus sordides, ont compris que les plans concoctés par ces technocrates suffisants allaient à l'encontre de l'équité et d'une réelle démocratie populaire. Certes, la Grèce a cumulé erreurs et carences. Les exemples sont légion. Mais ce n'est pas de la faute du gouvernement actuel qui ne fait qu'essayer les plâtres de ses prédécesseurs. Les mêmes qui ont l'outrecuidance de se présenter aujourd'hui dans l'opposition, comme s'ils pouvaient encore prétendre à une solution quand on voit la faillite dans laquelle leur incurie a plongé le pays !

Pour l'anecdote – une de plus dans cette sinistre série qui entoure bien des Commissaires et autres Eurocrates et politiciens : samedi soir, lors de la rencontre des ministres de l'Eurogroupe présidé par le néerlandais J. Dijssenbloem – l'arrogance personnifiée – ce dernier a trouvé une nouvelle astuce pour contrer les propositions d'A. Tsipras, déclarant « *qu'il y avait un gros problème de confiance* », ajoutant via son ministre des finances que vu les atermoiements du gouvernement grec, « *l'on ne pouvait être assuré qu'il allait bien mettre ses projets de réforme en application* ». A ce stade, il serait sans doute utile de se rappeler que ce même J. Dijssenbloem a falsifié son curriculum vitae (<http://www.neurope.eu/article/jeroen-dijsselbloem-eurozoning-out/>). La question qui se pose alors, est de savoir à qui l'on peut réellement faire confiance !? Et ce dernier a-t-il quelque autorité morale pour imposer ses vues à l'ensemble de

populations qui ne l'ont pas élu à un quelconque poste de responsabilité ? De même pour N. Sarkozy qui en pleines négociations à Bruxelles émet un avis virulent à l'encontre d'A. Tsipras le traitant de « *menteur à qui on ne peut faire confiance* »... lui dont le nom traîne dans d'innombrables dossiers plus que douteux. Fermons la parenthèse... mais n'oublions jamais que nous n'avons pas à nous fier à ce genre d'individus !

Dans le prolongement de ce qui précède, ce que l'on peut donc tirer comme leçon de ce qui se joue en Grèce ces derniers mois, c'est l'impunité totale dont jouissent ces Eurocrates qui se plantent sans cesse dans leur projet absurde de vouloir imposer une Europe à marche forcée à des peuples qui malgré les malversations médiatiques, sont de plus en plus conscients des sacrifices qui leur sont imposés pour le profit éhonté de quelques-uns. Que ce soit à travers la libre circulation des biens et des personnes rendant la concurrence entre citoyens de l'UE toujours plus exacerbée ; que ce soit en élargissant toujours plus les frontières pour se rapprocher de la Russie avec objectif de l'encercler... où l'ombre des USA et de l'OTAN n'est plus qu'un écran de fumée que chacun a bien compris ; que ce soit en rendant ces nouvelles frontières ouvertes à travers l'irresponsabilité d'un « *espace Schengen* » rendant les trafics en tous genres des plus aisés – puis certains feront semblant de s'interroger sur les raisons d'une augmentation des attentats qualifiés aussitôt de « *terroristes* » avec de plus en plus d'armes qui circulent librement – ; que ce soit en imposant à des pays qui n'y étaient manifestement pas prêts une monnaie commune dont on voit aujourd'hui le coût que cela représente pour tenter d'en colmater les fuites et les dégâts collatéraux de toutes parts ; que ce soit dans une politique étrangère commune impossible à mettre en place où chacun continue à donner de sa petite voix ; ou encore dans ces directives et décrets pris par des fonctionnaires qui n'ont plus le moindre sens des réalités que rencontrent les citoyens ordinaires... La liste est longue des préjudices et dommages qu'essuient les populations sans qu'aucun de ces fonctionnaires zélés ne soient jamais sanctionnés pour leurs colossales fautes, omissions, mensonges, erreurs, incompétences... Ceux-là en sont encore à penser qu'il suffit d'avoir trouvé l'Hymne à la Joie de Beethoven et un Euro mal ficelé pour masquer les réalités d'une UE qui se déshumanise et dans laquelle les citoyens ne se retrouvent plus ! Mais, jusqu'à quand... avant l'effondrement de cet édifice dont les fondations sont bancales !?

Les Eurocrates qui n'ont eu de cesse d'ajouter mesure après mesure sur le dos de la Grèce nous auront démontré ce week-end marathon que leur objectif n'est pas de trouver de solution amiable pour la Grèce, mais bien au contraire de la sortir de la zone Euro, au nom d'une idéologie qui ne supporte pas que les peuples gardent leur souveraineté sur les choses qui les concernent directement. Persister dans cette voie n'a donc plus rien de démocratique, mais au contraire, illustre un dangereux penchant pour une dictature technocratique. Sans parler ici de l'aspect stratégique du pays, carrefour entre l'Occident et l'Orient... Où l'on voit que quelle que soit l'issue de la crise grecque, les choses ne seront plus jamais comme avant.

Pour terminer, quelques chiffres à mettre en perspective :

- on parle d'une dette grecque qui tourne aux alentours de 350 milliards d'euros ;
- le gouvernement américain dépense près de 2 milliards de US\$ par jour rien que pour son budget « *défense* », soit environ 700 milliards par an ;
- dernièrement, la chute de la bourse chinoise a vu s'envoler 3.000 milliards en quelques jours...

Daniel Vanhove –

12.07.15

Observateur civil

Auteur

« *Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes* » – 2005 – Ed. M. Pietteur

« *La Démocratie Mensonge* » – 2008 – Ed. M. Pietteur

Copyright © 2015 Global Research